

blée, et il pourra au besoin ajourner la séance au lendemain.

ARTICLE 68.

Si, durant la séance du lendemain, tous les moyens, employés avec prudence, n'étaient pas en état de réprimer les troubles et la discorde, le président du collège électoral, après en avoir dressé un acte officiel, sera tenu de dissoudre l'assemblée des électeurs, et de notifier au Sénat les motifs, qui l'ont porté à cette démarche.

ARTICLE 69.

S'il arrivait que, dans le cas, prévu à l'article 68, le président du collège électoral abusât du pouvoir qui lui a été confié, l'assemblée électoral étant finie, il en sera responsable devant le Sénat.

Cependant tous les arrangemens de police, qu'il aura ordonnés durant ses fonctions seront exécutés.